

Etude Maha : "Le statu quo des résultats hospitaliers en 2018 était attendu", selon Maggie De Block



09 octobre 2019

"Le statu quo des résultats hospitaliers en 2018 était attendu, puisque nous venons à peine d'entamer les réformes fondamentales du secteur hospitalier durant cette législature", a indiqué mercredi après-midi la ministre fédérale de la Santé Maggie De Block en réaction à l'étude Maha (Model for Automatic Hospital Analyses) de Belfius qui révélait que près d'un hôpital belge sur trois était déficitaire en 2018.

Pour rappel, les deux piliers de la réforme initiée par la ministre De Block au cours de la dernière législature reposent sur la constitution de réseaux entre hôpitaux ainsi que sur un financement plus intégré.

"Une première étape a déjà été franchie avec les soins à faible variabilité: à savoir le regroupement de tous les frais en un seul montant, qui est le même par groupe de patients dans chaque hôpital en Belgique", rappelle la ministre qui ajoute que "ce montant qui ne concerne actuellement que les honoraires des médecins sera étendu au remboursement des médicaments, d'une journée d'hospitalisation, etc."

Il est par ailleurs temps, ajoute la ministre "d'entamer le premier véritable travail de fond pour les hôpitaux d'un réseau". Le gouvernement compte pour cela "sur la coopération des réseaux hospitaliers locorégionaux pour remettre en cause l'offre excédentaire et/ou concurrentielle entre hôpitaux, sans supprimer les services de base (...) car une utilisation plus efficace des ressources signifie aussi un meilleur résultat, tant qualitatif que financier", souligne la ministre.

Du côté de l'UNESSA, une organisation patronale qui fédère près de 300 structures travaillant dans tous les domaines du secteur des soins de santé et réparties sur l'intégralité du territoire wallon, on plaide "pour une réforme urgente du système de financement des hôpitaux qui ira de pair avec une réforme de la nomenclature des actes médicaux, la mise en route des réseaux hospitaliers locorégionaux, etc". Ce dernier point ne règlera cependant pas tous les soucis financiers du secteur, tempère la fédération. Un constat d'ailleurs partagé par la ministre fédérale.

La fédération plaide également pour la constitution rapide d'un gouvernement fédéral. L'UNESSA se dit en effet très inquiète pour l'avenir du financement des soins de santé vu le dérapage budgétaire qui s'annonce en 2020.

Enfin, l'UNESSA regrette que ni la Wallonie, ni la Région bruxelloise, ni la Fédération Wallonie-Bruxelles n'ont prévu de débloquer "des budgets extraordinaires pour la constitution des réseaux"(qui seront une réalité le 1er janvier prochain, ndlr.) et ce contrairement à la Flandre qui va débloquer 10 millions.

Lire aussi :

- [Etude Maha : un hôpital sur trois déficitaire](#)
- [Il faut lutter contre le sous financement des hôpitaux fédération hospitalière flamande](#)

Etude Maha: un hôpital sur trois déficitaire

- 09 octobre 2019
- par V.Li.



Les honoraires plus élevés des médecins ont contribué substantiellement à la hausse du chiffre d'affaires. Pour la 25^{ème} année, la situation financière des hôpitaux est analysée. *«Elle reste préoccupante, même s'il y a moins d'hôpitaux dans le rouge selon l'étude.»*

L'an passée 44% des hôpitaux étaient dans le rouge. Cette année, la situation s'est légèrement améliorée avec 32% d'hôpitaux déficitaires. Cette évolution est principalement due à l'évolution du cash-flow qui s'est légèrement améliorée : 18% des hôpitaux sont confrontés à un cash-flow insuffisant et 2% à un cas-flow négatif. *«Cependant cette amélioration n'est pas structurelle comme le montre l'étude Belfius mais elle est due au versement unique de montants de rattrapage en 2018.»*

Globalement, les hôpitaux généraux affichent un total de 20,7 milliards soit une augmentation de 1,9%. Le chiffre d'affaires a augmenté (+5,2%) pour s'établir à 15,5 milliards. Cela s'explique principalement par des produits pharmaceutiques et des traitements innovants qui ont augmenté de 10,7% notamment pour l'oncologie et l'immunothérapie. Les honoraires plus élevés des médecins ont également contribué substantiellement à la hausse du chiffre d'affaires. Ils se sont accrus de 5,3% pour s'établir à 5,3% pour s'établir à 6,4 milliards.

Merci aux honoraires de médecins

Les frais de personnel restent sous contrôle: avec une hausse de 3.1%. Ils enregistrent une évolution inférieure à celle du chiffre d'affaires. Il faut à nouveau remarquer que les bénéfices réalisés par la pharmacie et les services médico-techniques contribuent à la santé financière des hôpitaux. Les honoraires des médecins sont également utilisés pour équilibrer les comptes. Cette solidarité se marque différemment d'un hôpital à l'autre, de telle sorte qu'il est très difficile de comparer les institutions. Par ailleurs, les admissions poursuivent leur évolution légèrement positives (0.50%) et les journées réalisées se réduisent.

Hospitalisation de jour en hausse

La transition vers l'hospitalisation de jour se poursuit. En effet 60% des hospitalisations se font en hôpital de jour. « Pour pouvoir faire baisser le nombre de lits justifiés dans les prochaines années, il conviendra de toujours tabler sur les hospitalisations de jour, les formes de soins alternatives (hôtels de soins, hospitalisation à domicile...), d'organiser davantage les soins à domicile et d'améliorer la diffusion électronique des données des patients » précise le rapport.

Digitalisation: la Belgique au TOP

La Belgique possède, par ailleurs, de bons résultats dans le secteur des services de santé numériques par rapport à la moyenne européenne : 11eme sur 28 pour les services de santé en ligne, 4eme sur 28 pour les échanges de données médicales et 10eme sur 28 au niveau des ordonnances électroniques. L'an dernier, les hôpitaux ont investi proportionnellement davantage dans l'équipement informatique nécessaire pour permettre la mutation vers des soins de santé où la question et l'échange des données des patients joueront un rôle de plus en plus important.

Pas si vétuste que cela

Pour Arnaud Dessoay, responsable des Etudes Public Finance et Social profil, «*avoir des infrastructures adaptées à la situation est un enjeu important pour les hôpitaux. L'indicateur de vétusté des hôpitaux aujourd'hui n'est pas mauvais: on a une valeur moyenne de 59,7%. C'est mieux que les bâtiments publics dans d'autres secteurs.*»

Par ailleurs, la dette à court terme est très faible. Le taux d'endettement est de 36% pour le secteur avec moins d'endettement à Bruxelles et en Wallonie avec à peu près 40%

Les réseaux: l'attente

Selon l'étude, les réseaux sont indispensables mais ce n'est pas tout. *«Il est nécessaire d'élaborer une législation au niveau tant fédéral que régional pour permettre effectivement la création de ces réseaux dans la pratique. Il est urgent de développer ces formes de collaborations et les autorités doivent jouer leur rôle pour les concrétiser.»* Par ailleurs, pour Bernard Michaux, en charge des analyses hospitalières pour Belfius: *«25 réseaux aujourd'hui, c'est un maximum. C'est une notion juridique virtuelle. On attend le 1^{er} janvier. On ne peut donc pas faire d'analyse financière aujourd'hui.»* Les réseaux auront aussi un coût : personnel, TVA.... Pour UNESSA, *«les réseaux ne vont pas permettre une rationalisation financière parce que leur objectif à l'origine est avant tout d'améliorer l'offre de soins.»* Les différents acteurs rappellent qu'il faut faire la différence entre une fusion et un réseau.

Parmi les autres remarques, il a été constaté qu'il faut mieux tenir compte des soins à domicile dans les prochains études MAHA...

Il faut lutter contre le sous-financement des hôpitaux (fédération hospitalière flamande)

• 09 octobre 2019



Une analyse réalisée par Belfius et dévoilée ce mercredi matin montre clairement que les hôpitaux généraux en Belgique ont peu ou pas de marge financière, alors qu'ils font face à de sérieux défis, comme Zornet-Icuro, organisation faîtière de structures de soins en Flandre. La fédération appelle donc le gouvernement à lutter contre le sous-financement pour améliorer la santé du secteur.

D'après l'analyse de Belfius, quasi un hôpital sur trois était déficitaire (32%) en 2018: "ensemble, les hôpitaux publics et privés réalisent un résultat d'exploitation de 230 millions et un chiffre d'affaires de 15,543 milliards. Abstraction faite des éléments exceptionnels, le résultat courant ne s'élève qu'à 31 millions. Cela signifie que la moindre perturbation des revenus peut avoir des conséquences catastrophiques dans le secteur". La banque souligne également qu'une évolution vers des organisations de soins plus larges, en réseaux, est une bonne chose mais qu'il ne faut pas y voir la solution miracle. Quant au système actuel de financement des hôpitaux, il doit être fondamentalement réformé.

Zorgnet-Icuro partage les mêmes constats. "Les réseaux hospitaliers sont souvent présentés comme LA solution. Mais si l'on veut que ce système réussisse, il faut trouver un nouveau modèle de financement", a-t-elle déclaré dans un communiqué de presse. La fédération demande que les aides publiques couvrent davantage les frais. Aujourd'hui elles ne représentent "que" 36% du chiffre d'affaires des hôpitaux, tandis que la pharmacie (les bénéfiques sur médicaments) et les honoraires des médecins sont là pour équilibrer le budget. "Or il faudrait réduire la dépendance financière liée à ces deux derniers postes", conclut Zorgnet-Icuro.